

## Trois ans après, Saint-Béat pense encore ses plaies

### Société



Trois ans après, le village de Saint-Béat, dévasté par la crue du . La supérette a été rénovée après de longs mois passés dans des préfabriqués. /Photo DDM Nathalie Saint-Affre et Xavier de Fenoyl

Ravagés par la crue de la Garonne le 18 juin 2013, Saint-Béat et sa vallée se reconstruisent lentement. Si les travaux individuels sont avancés, l'économie continue de souffrir.

À la sortie de Saint-Béat en allant vers l'Espagne, un panneau blanc indique toujours la direction du camping municipal. Cela fait pourtant trois ans qu'aucun campeur n'y a planté sa tente. Comme si le village ne voulait pas abdiquer, ne pas rayer de la carte l'un de ses poumons touristiques. Rester debout. Malgré les épreuves.

Après la crue du 18 juin 2013, les deux campings du village, situés en zone inondable, n'ont pas eu l'autorisation de rouvrir. «Nous sommes les seuls, avec celui de Fos un peu plus haut. Que ce soit côté espagnol, ou dans les Hautes-Pyrénées, pourtant touchés par les inondations aussi, ils ont tous rouvert», se lamente le maire, Alain Frisoni. En taxes diverses, c'est quasiment un dixième du budget annuel qui s'est envolé. Pour compenser, même s'il ne l'avoue qu'à demi-mot, le maire n'a pas remplacé le départ à la retraite d'un employé municipal. «Regardez la Garonne. Elle vous semble dangereuse ? Pourquoi ne pas autoriser au moins l'ouverture en été ? Sans camping, c'est la fin programmée du village», se désespère Frédéric Valot, de la supérette Vival, dévastée en 2013. Pour continuer à accueillir les amoureux de la montagne, hiver comme été, le village veut rouvrir un camping, sur les hauteurs. Le terrain de 5 500 m<sup>2</sup> et une maison ont été achetés. Ne manquent plus que quelques détails à régler. Le maire sourit. «On ne reste pas les bras croisés.»

En attendant, même les camping-cars n'ont pas le droit de stationner en bord de Garonne. Ils y restent pourtant. «Ça fait marcher un peu les commerces du village», se défend le maire, qui se refuse à les expulser. Résister aux injonctions de l'État, du «tout sécurité», qui persiste ici jusqu'à l'absurde.

Résister, aussi, aux longueurs bureaucratiques, qui reportent l'ouverture complète de la déviation du village à 2020, voire 2023 (lire ci-dessous). «Un contretemps qui va nous ramener les 38 tonnes devant l'école et le collège», s'énerve Dominique Boutonnet, de l'association Vivre en Vallée de Saint-Béat. Ses membres ont déjà bloqué la circulation plusieurs fois au printemps pour protester. Ils comptent le refaire d'ici la rentrée. «On s'est retrouvés à 80, puis 200. C'est énorme ici». Les travaux de sécurisation de la Garonne, eux aussi, ne semblent pas achevés. Mécontentement, encore. «A Fos, si la Garonne monte comme en 2013, on sera inondés de la même façon.»

Tout n'est pas noir cependant. Depuis 2013, certains commerces ont fermé, certes. Mais d'autres ont rouvert après des travaux. Le Bar du soleil a été vendu, et devrait rouvrir d'ici peu sous la forme d'un bar musical. Milou Sport, prisé des amateurs de randonnée et de pêche, a tiré son rideau, et pourrait ne pas rouvrir. Mais ce n'est pas à cause des inondations, nous précise-t-on en ville. Le bar «La Cave» a changé de mains, mais fait toujours le bonheur des passants, dans le centre-village. La boulangerie, également. Un point restauration «Fast and Furious» a ouvert, ainsi qu'une boutique d'artisanat, «Fait Main». Le marchand de journaux a récupéré la vente de tabac. Finalement, côté commerces, le village s'en tire bien. Son cabinet médical est toujours là, sa pharmacie aussi. L'école communale (80 enfants) et le collège (145 élèves) fonctionnent. Si ce n'est, pour ce dernier, la disparition annoncée de la classe Segpa, qui accueillait les élèves en difficulté de la vallée. Là encore, les citoyens s'y sont opposés. Pour rappeler que Saint-Béat est bien là. Debout.

---

## **Le chiffre : 2013**

année >de la crue de la Garonne. Le 18 juin 2013, la crue de la Garonne et ses affluents dévaste Saint-Béat, Fos et plusieurs communes du Haut-Comminges. Trois ans après, les habitants demandent toujours la sécurisation de la Garonne.

*Cyril Doumergue*